

# Le pétrole impayable, quel impact chez nous ?

## L'ESSENTIEL

- Le temps des énergies abondantes et bon marché est révolu.
- Des chercheurs ont étudié l'impact d'un doublement des prix pétroliers sur la Wallonie.
- Conclusion : à long terme, la mesure la plus efficace pour diminuer la consommation est de réduire les déplacements domicile-travail.

On ne sait pas quand ni à quel rythme, mais l'augmentation des prix des produits pétroliers est inéluctable. Certains agitent la menace du franchissement du pic pétrolier, le moment à partir duquel la production mondiale de pétrole commencera à diminuer. Sans qu'on sache s'il est derrière ou devant, ni à quelle distance. D'autres constatent que les ressources pétrolières sont de plus en plus difficiles – donc coûteuses – à trouver et à exploiter. Et que cela ne peut que peser sur le coût de l'or noir. Dans un rapport qui sera présenté lundi à Liège lors d'un colloque organisé par la conférence permanente du développement territorial, des chercheurs de l'UCL (Creat) et de l'ULB (GUIDe) analysent le scénario d'une Wallonie confrontée à un doublement des prix pétroliers (le baril était, vendredi, à 87 dollars). Principale conclusion : il faut réorienter les politiques d'aménagement du territoire pour réduire les déplacements entre le domicile et le travail.

« Nous ne cherchons pas à situer dans le temps un éventuel

**« Un baril durablement établi à 170-190 dollars est une hypothèse crédible »**

Thierry Bréchet, UCL

choc pétrolier, précise Thierry Bréchet, économiste à l'UCL, directeur de l'étude. Mais on sait que les sources conventionnelles d'or noir se raréfient et que si les sources non conventionnelles (sables bitumineux notamment, NDLR) peuvent les remplacer, ce sera à des prix très élevés. Un baril durablement établi à 170-190 dollars est une hypothèse crédible. »

Les conséquences pour l'économie ont été analysées par le Bureau du Plan (voir ci-contre). Les chercheurs universitaires se sont quant à eux surtout penchés sur les effets d'une augmentation des produits pétroliers (carburants et chauffage surtout) pour le territoire à un horizon de moyen et long terme (2030-2050).

**Le rural souffre.** Les communes rurales seront les plus touchées. Même dans l'hypothèse d'une amélioration des performances énergétiques des bâtiments, le facteur climatique (il fait plus froid en Ardennes), la composition du parc d'habitations et les revenus de la population exposent davantage les communes du sud du sillon Sambre-et-Meuse. La part du budget consacré au chauffage passerait de 4,4 à 7 % en moyenne. Grâce à leurs petits logements mitoyens, les communes du sillon même ne s'en sortiraient pas trop mal. L'augmentation des prix pétroliers « risque d'atténuer voire de faire disparaître tous les avantages que ces communes ont pu tirer, ces 50 dernières années, de l'amélioration de

leur accessibilité grâce au développement de la voiture individuelle : accès aux emplois extérieurs, arrivée de nouveaux habitants, économie résidentielle, accès rapide aux services et commerces, etc. » Le tourisme pourrait cependant permettre le redéveloppement des communes rurales. On voyagera moins loin, le tourisme de proximité a de l'avenir.

**Les villes renaissent.** A l'inverse, « les villes vont probablement voir se renverser en leur faveur le mouvement d'exode urbain et d'appauvrissement qui est la cause principale de leurs problèmes depuis un demi-siècle ». Un défi pour les politiques de logement, d'équipement, de mobilité.

**L'économie se redéploie.** « On peut s'attendre à une reconcentration des activités, du moins celles qui ne nécessitent pas de grands espaces, sur les villes et sur d'au-

tres nœuds de transports ». Le renchérissement des prix du carburant pourrait affecter les magasins et centres commerciaux qui dépendent de grandes zones de chalandise, et ce d'autant plus que la population risque de reprendre le chemin des villes. « On pourrait donc assister dans les périphéries les plus éloignées à la création de nouvelles formes de friches commerciales dont il faudra assurer la réaffectation. »

**Un défi : moins se mouvoir.** Comment accompagner ce mouvement et réduire l'impact du pétrole cher ? Le plus efficace : réduire les déplacements domicile-travail. Pour Bréchet, il faut réduire les coûts liés à l'achat d'une maison tout en menant des politiques plus favorables au secteur locatif. « Tout ce qui favorise la fluidité est bon à prendre. » Densifier les villes, d'accord, disent les chercheurs, mais pas n'importe comment : il faut l'accompagner d'une relocalisation des emplois. Création de logements bon marché dans les villes, maîtrise du coût foncier, lutte contre l'éparpillement de l'habitat, « la plupart des politiques actuelles devront être revues ». Des pistes à long terme – 2050 est l'horizon choisi. Les politiques pourraient, dès maintenant, évoluer. ■

MICHEL DE MUELENAERE

## Un an de croissance

L'évaluation vient du Bureau du Plan. Un doublement du prix du baril (140 dollars sur les dix prochaines années) aurait pour conséquence une réduction du marché potentiel d'exportation (- 3,6 % après dix ans) et une hausse des prix mondiaux à l'importation (+ 8,6 % après dix ans). Car le choc pétrolier aura aussi un impact sur l'économie mondiale. Pour la Wallonie, le PIB se réduirait de 2,2 % après 10 ans par rapport à son niveau en l'absence de choc. Cela équivaut à perdre une année de croissance en dix ans. L'emploi diminuerait de 26.000 personnes (- 2,1 % par rapport à la projection de référence).

**Des réflexions** Le colloque international sur « la dimension territoriale des politiques énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre » aura lieu au Palais des Congrès de Liège les 8 et 9 novembre.

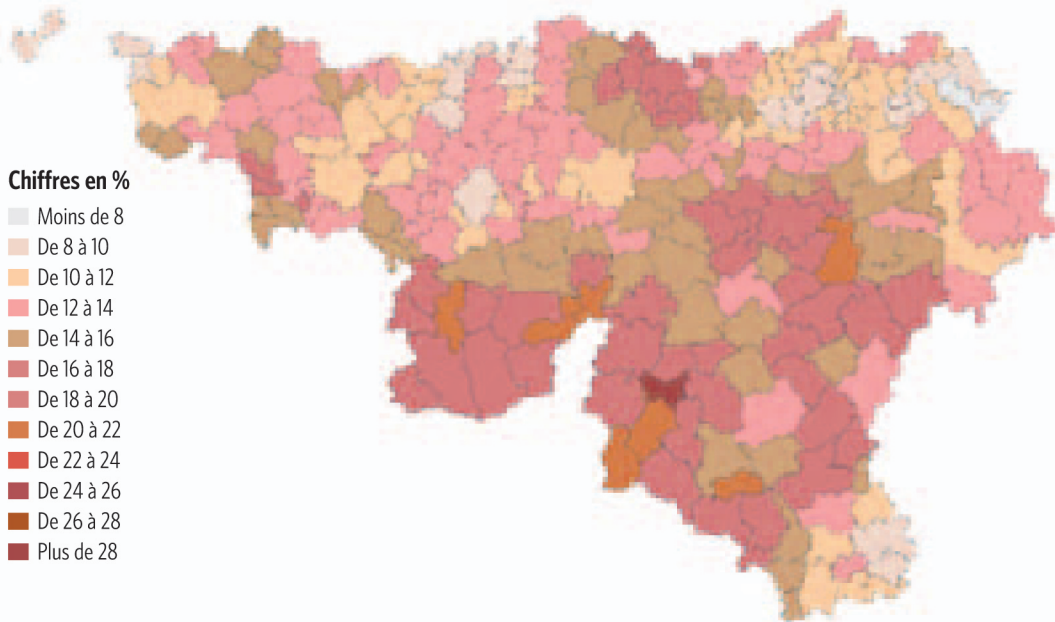
www.cpdtd.be

## CHAUFFAGE DU LOGEMENT ET DÉPLACEMENTS EN VOITURE

Part du budget des ménages consacrée à l'achat de combustibles et de carburants

LE SOIR - 06.11.10  
Source : UCL - creat,  
ULB - guide

En 2001



En 2025 (prix des combustibles et carburants doublés)

